



1790 : réorganisation du clergé et début de la grande crise

Personne ne voulant acquitter les anciens impôts, les finances de l'Etat sont catastrophiques. On encourage alors les dons patriotiques et la ville de Noyon offre 120.000 livres. Mais tout est si insuffisant que les députés se tournent vers l'immense fortune territoriale de l'Eglise et en novembre 1789, c'est **la nationalisation des biens du Clergé**. Le 27 août 1789, l'Assignat devient un billet de banque remplaçant toute monnaie d'or ou d'argent. Cette monnaie est garantie grâce à cette nationalisation des terres, des couvents et des églises non utilisées. La confiscation des objets de culte, vases sacrés, reliquaires, ornements et objets précieux ressemble davantage à un cambriolage. Rappelons-nous que, dans les cahiers de doléances, les Noyonnais ont écrit que les églises paroissiales sont trop nombreuses et que les ecclésiastiques cumulent souvent de trop nombreux revenus...

Par décret Constitutionnel du 12 juillet 1790, malencontreusement deux jours avant l'heureuse fête de la Fédération (le Roi ne peut s'y opposer), est votée **la constitution civile du clergé**. Elle ne contredit pas la foi chrétienne, mais met en cause la structure hiérarchique de l'église et la juridiction du pape. La totalité des évêques la refuse (sauf quatre) et une très large majorité du clergé et de fidèles les suivent. Le nombre des évêques passe de 135 à 83 (un par département). Le diocèse de Noyon est supprimé. Louis André de Grimaldi, évêque de Noyon depuis le 30 mars 1778, est à Cagnes au début de la Révolution. De là, il refuse tout compromis pour lui et son clergé. Il émigre en Angleterre et décèdera à Londres en 1808. L'assemblée

électorale du département, le 21 février 1791, nomme Jean-Baptiste Massieu et notifie cette élection au pape sans en attendre l'investiture canonique (prévue au Concordat de 1516). Le roi Louis XVI signe le décret le 26 décembre 1790. Le pape Pie VI s'oppose à ce serment et un schisme entre dans l'église. Les paroisses sont au nombre de une pour six mille habitants (Noyon compte alors sept mille habitants). Le curé est élu par les assemblées de district (catholiques ou non). C'est le curé-député Louis Bernard Gibert qui est élu le 29 mai 1791. On l'appellera le curé de la canaille. La nation s'engage à verser un traitement aux ecclésiastiques en résidence (77 millions seront votés par la nation). Ils toucheront une pension de 700 à 1.200 livres.



Abbé Gibert (1749-1805)
Député du clergé en 1789

Le 13 février 1790 s'ajoute une nouvelle loi qui consterne les Noyonnais avec **la dissolution des ordres monastiques**. La plupart des couvents comptent moins de huit moines (plus dans les couvents de religieuses). Les religieuses eurent souvent l'intention de continuer

la vie commune. Une vie laïque permet de toucher une pension de l'état ; à l'exception des ordres enseignants et charitables qui sont conservés, mais à qui il est interdit de prononcer des vœux. Ils sont donc promis à une disparition. Le 27 novembre 1790, tous les prêtres doivent prêter serment à la Constitution du royaume. Selon acceptation ou refus, on note les prêtres réfractaires (sept sur une centaine de prêtres) ou insermentés et les prêtres jureurs ou constitutionnels. Bien des haines prennent alors naissance tant entre ces deux clergés qu'entre deux catégories de fidèles à cette occasion, alors qu'il ne s'agit pas, dans l'esprit des Constituants, d'une lutte antireligieuse : *Je jure de veiller avec soin sur les fidèles de cette paroisse qui m'est confiée, d'être fidèle à la Nation, à la Loi, au Roi, de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi.*

Le refus du serment... Très grande perplexité et indécision : OUI à la Constitution, NON à la Constitution civile du Clergé.

La vente des biens nationaux, le 2 novembre 1789, sur proposition de Talleyrand, Mirabeau pour lutter contre l'odieuse banqueroute fait voter la loi mettant les biens du clergé à la disposition de la Nation. Les biens du clergé garantissent les dettes de l'Etat. Ils sont dits de première origine. Il faut faire entrer rapidement de l'argent dans les caisses de l'état pour effacer le déficit budgétaire. Il ne s'agit donc pas d'une révolution rurale démantelant les gros propriétaires au bénéfice des petits paysans. Il n'y a pas de ventes de petits lots avant la Convention montagnarde de 1793. La terre n'appartient pas à ceux qui la

cultivent. Il s'agit surtout des domaines agricoles car les bâtiments feront l'objet d'adjudications séparées. Après inventaire, les ventes (décret du 17 mars 1790) ont lieu aux enchères et à la bougie dès 1791. Les ventes en ville favorisent la bourgeoisie locale. Les bourgeois d'affaires et de robes trouvent l'occasion de mieux consolider leur ascension sociale. Les prix atteignent souvent 30 à 50% au dessus des estimations. On a écrit que cette fixation des capitaux dans les terres et bâtiments sera responsable, à l'avenir, d'un manque d'argent pour des investissements industriels. Les municipalités ont pu acquérir certains biens du clergé, mais l'Etat s'est efforcé de privatiser la totalité des biens confisqués. Bien des problèmes se présentent. La réduction du nombre des membres du clergé crée à Noyon, un énorme chômage et un appauvrissement général (plus d'argent, plus de commerce)... L'église disparaissant, il faut que la collectivité se charge de l'enseignement, de l'aide aux pauvres, aux infirmes et aux malades. Beaucoup peuvent penser qu'il n'y a plus de dettes ou d'obligations de paiement, mais tous manquent de ressources ; misère et famine deviennent le lot de tous et surtout des plus pauvres, c'est-à-dire de la majorité de la population !

La ville de Noyon participe à cette faillite et, le 17 mai 1790, un décret de l'Assemblée nationale autorise la ville à lever une imposition extraordinaire de 800 livres.

Docteur Jean Lefranc
Vice-président de la Société
historique de Noyon